



Rapport financier

Pour le trimestre et la période de six mois
clos le 30 septembre 2020



Compte rendu de la direction.....	1
Déclaration de responsabilité de la direction.....	10
États financiers intermédiaires résumés (non audités).....	11

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN
COMPTE RENDU DE LA DIRECTION
POUR LE TRIMESTRE ET LA PÉRIODE DE SIX MOIS CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2020

Le compte rendu de la direction présente les principales activités et initiatives ainsi que les risques et les résultats financiers importants de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020. Ce compte rendu devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités de l'ACSTA pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020, qui ont été préparés conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34). Ce compte rendu devrait aussi être lu conjointement avec le Rapport annuel de 2020 de l'ACSTA et le Rapport financier trimestriel pour le trimestre clos le 30 juin 2020 de l'ACSTA. Les informations communiquées dans le présent rapport sont exprimées en milliers de dollars canadiens et sont à jour au 23 novembre 2020, sauf indication contraire.

Déclarations prospectives

Les lecteurs sont avisés que le présent rapport renferme un certain nombre d'informations et de déclarations prospectives. Ces dernières contiennent des données qui sont généralement déclarées comme étant anticipées, prévues ou projetées par l'ACSTA. Elles comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats et le rendement réels de l'ACSTA diffèrent de manière significative de tout résultat ou toute performance futurs exprimés ou sous-entendus dans les informations prospectives en question.

Caractère significatif

En vue de déterminer les informations qui doivent être présentées dans ce rapport, la direction applique le concept de caractère significatif comme guide pour la présentation. La direction estime que des informations sont significatives s'il est vraisemblable que leur omission ou une anomalie les concernant, appréciée par rapport aux circonstances particulières, puisse influencer sur les décisions économiques prises par les intervenants de l'ACSTA.

APERÇU DE L'ORGANISATION

L'ACSTA est une société d'État mandataire financée par des crédits parlementaires. Elle rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Transports. Sa mission est de protéger le public en assurant la sûreté d'aspects critiques du système de transport aérien.

L'ACSTA s'acquitte du mandat d'effectuer les contrôles de sécurité dans 89 aéroports désignés au pays au moyen d'un modèle de tiers fournisseur de services de contrôle. L'ACSTA est chargée d'exécuter les quatre activités suivantes qui sont prévues dans son mandat :

- le contrôle préembarquement (CPE) : le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels avant leur entrée dans la zone sécurisée d'une aérogare;
- le contrôle des bagages enregistrés (CBE) : le contrôle des bagages enregistrés (ou de soute) des passagers avant leur embarquement à bord d'aéronefs;

- le contrôle des non-passagers (CNP) : le contrôle aléatoire des non-passagers et de leurs effets personnels, y compris les véhicules, entrant dans des zones réglementées de l'aérodrome des aéroports à risque élevé;
- le programme de carte d'identité pour les zones réglementées (CIZR) : le programme dans le cadre duquel on utilise les données biométriques (image de l'iris et empreintes digitales) pour permettre aux non-passagers d'accéder aux zones réglementées des aéroports.

L'ACSTA est aussi tenue de voir à ce que le contrôle de sûreté s'effectue de manière uniforme au Canada. Elle est également responsable des fonctions rattachées à la sûreté du transport aérien que le ministre des Transports pourrait lui assigner, sous réserve des modalités que le ministre pourrait établir.

En plus des activités prévues dans son mandat, l'ACSTA a conclu une entente avec Transports Canada afin d'effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports où il est possible de le faire. Ce programme vise à assurer le contrôle de quantités limitées de fret, durant les périodes creuses, en utilisant les ressources, la technologie et les procédures existantes.

En juin 2020, Transports Canada a annoncé que l'ACSTA ferait la vérification de la température des passagers ainsi que des employés et du personnel qui pénètrent ou travaillent à l'intérieur des zones réglementées des aéroports. L'ACSTA a respecté l'échéance fixée par Transports Canada en commençant à faire des vérifications de la température dans les quatre aéroports les plus achalandés du Canada avant la fin de juillet et dans 11 autres aéroports avant la fin de septembre.

Au cours des exercices précédents, l'ACSTA a fourni des services de contrôle, selon le principe de recouvrement des coûts, à l'autorité aéroportuaire du Grand Toronto (GTAA) et à l'administration aéroportuaire de Muskoka. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, aucun service n'a été fourni au cours de la période de six mois close le 30 septembre 2020.

CONTEXTE OPÉRATIONNEL

En réponse à la pandémie de COVID-19, des gouvernements du monde entier ont imposé un certain nombre de restrictions de déplacement et il y a eu une réduction marquée des volumes de passagers dans les aéroports canadiens. Selon les statistiques produites par le Système de sûreté des cartes d'embarquement de l'ACSTA, le nombre de personnes contrôlées au Canada a diminué de 87,2 % au cours du trimestre clos le 30 septembre 2020, par rapport à la période correspondante de 2019. Les activités de contrôle et le matériel de contrôle de l'ACSTA ont subi des répercussions importantes, puisque certaines voies de contrôle ont été temporairement fermées.

Étant donné les répercussions de la pandémie sur ses activités de contrôle, l'ACSTA a conclu des ententes à court terme avec ses fournisseurs de services de contrôle pour tenter de maîtriser les coûts et de disposer de la flexibilité voulue pour adapter ses activités en fonction de l'évolution de la situation. Ces ententes prévoient une réduction progressive du nombre d'heures de services de contrôle achetées qui ne reflète pas entièrement le déclin considérable des volumes de passagers.

RISQUES ET INCERTITUDES

L'ACSTA surveille et réévalue régulièrement ses risques organisationnels. Aucun changement important n'a été apporté au profil de gestion des risques de l'entreprise de l'ACSTA qui a été communiqué dans le Rapport annuel de 2020 de l'ACSTA.

ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

La présente partie du rapport décrit les principaux écarts relevés à même l'état intermédiaire résumé du résultat global pour les trimestres et les périodes de six mois clos les 30 septembre 2020 et 30 septembre 2019.

Points saillants financiers – État intermédiaire résumé du résultat global (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les				Périodes de six mois closes les			
	30 septembre		30 septembre		30 septembre		30 septembre	
	2020 (non audités)	2019 (non audités)	Écart en \$	Écart en %	2020 (non audités)	2019 (non audités)	Écart en \$	Écart en %
Charges¹								
Services de contrôle et autres coûts connexes	126 031 \$	156 811 \$	(30 780)\$	(19,6 %)	256 608 \$	308 126 \$	(51 518)\$	(16,7 %)
Exploitation et entretien du matériel	9 274	11 948	(2 674)	(22,4 %)	17 389	22 436	(5 047)	(22,5 %)
Soutien des programmes et services généraux	21 181	20 210	971	4,8 %	44 055	42 293	1 762	4,2 %
Amortissement	18 411	17 739	672	3,8 %	36 966	34 835	2 131	6,1 %
Total des charges	174 897	206 708	(31 811)	(15,4 %)	355 018	407 690	(52 672)	(12,9 %)
Autres charges (produits)	386	452	(66)	(14,6 %)	1 876	1 918	(42)	(2,2 %)
Performance financière avant les revenus et le financement public	175 283	207 160	(31 877)	(15,4 %)	356 894	409 608	(52 714)	(12,9 %)
Revenus	79	2 061	(1 982)	(96,2 %)	189	6 228	(6 039)	(97,0 %)
Financement public								
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	155 458	184 631	(29 173)	(15,8 %)	313 794	360 495	(46 701)	(13,0 %)
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	17 457	17 389	68	0,4 %	35 957	34 597	1 360	3,9 %
Crédits parlementaires pour les paiements de loyers	977	981	(4)	(0,4 %)	2 013	1 962	51	2,6 %
Total du financement public	173 892	203 001	(29 109)	(14,3 %)	351 764	397 054	(45 290)	(11,4 %)
Performance financière	(1 312)\$	(2 098)\$	786 \$	37,5 %	(4 941)\$	(6 326)\$	1 385 \$	21,9 %
Autres éléments du résultat global	3 711	2 405	1 306	54,3 %	(26 436)	(22 669)	(3 767)	(16,6 %)
Résultat global total	2 399 \$	307 \$	2 092 \$	681,4 %	(31 377)\$	(28 995)\$	(2 382)\$	(8,2 %)

¹ Les charges d'exploitation sont présentées par activité de programme dans l'état intermédiaire résumé du résultat global, alors qu'elles sont présentées par catégorie principale de charge dans le tableau ci-dessus, conformément à la note complémentaire 13 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020.

Services de contrôle et autres coûts connexes

Les charges relatives aux services de contrôle et autres coûts connexes ont diminué de 30 780 \$ (19,6 %) et de 51 518 \$ (16,7 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2019 surtout en raison de l'incidence de la pandémie de COVID-19. Ces écarts s'expliquent surtout par la diminution du nombre d'heures de contrôle achetées totalisant 41 388 \$ et 64 925 \$, respectivement, qui a été partiellement compensée par l'achat d'heures additionnelles totalisant 5 123 \$ pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020 pour les vérifications de la température.

Ces baisses nettes du nombre d'heures de contrôle achetées ont été en partie compensées par les augmentations annuelles du taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle totalisant 3 736 \$ et 7 140 \$, respectivement, et par des frais additionnels associés au renforcement des mesures sanitaires aux postes de contrôle et à l'acquisition de matériel de protection individuelle qui ont totalisé 1 812 \$ et 3 457 \$, respectivement.

Exploitation et entretien du matériel

Les frais d'exploitation et d'entretien du matériel ont diminué de 2 674 \$ (22,4 %) et de 5 047 \$ (22,5 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2019. Ces baisses s'expliquent par la diminution des frais d'entretien et des coûts des pièces de rechange pour les matériels liés aux systèmes de détection d'explosifs (SDE) principalement due à une réduction de l'utilisation de ce matériel à la suite de la fermeture temporaire de certaines voies de contrôle, et par le remplacement d'ancien matériel du SDE par du nouveau matériel sous garantie. Les diminutions sont aussi attribuables à une réduction des activités de formation.

Soutien des programmes et services généraux

Les charges relatives au soutien des programmes et aux services généraux ont augmenté de 971 \$ (4,8 %) et de 1 762 \$ (4,2 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2019. Ces augmentations s'expliquent principalement par l'achat d'une assurance contre le risque de guerre pour laquelle le gouvernement du Canada avait fourni un mécanisme d'indemnisation au cours des exercices antérieurs et par une hausse des frais relatifs aux employés. Ces augmentations ont été en partie compensées par une diminution des frais de déplacement.

Amortissement

L'amortissement a augmenté de 672 \$ (3,8 %) et de 2 131 \$ (6,1 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2019. Ces augmentations sont surtout attribuables à l'amortissement comptabilisé pour les nouveaux matériels de CBE déployés dans le cadre du programme de recapitalisation des systèmes de CBE. Les augmentations ont été en partie compensées par du matériel devenant complètement amorti ou mis hors service et par des changements apportés aux durées d'utilité estimées du matériel visé par le programme de recapitalisation des systèmes de CBE.

Revenus

Les revenus ont diminué de 1 982 \$ (96,2 %) et de 6 039 \$ (97,0 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2019. Ces diminutions sont surtout attribuables au fait que l'ACSTA n'a pas fourni de services de contrôle supplémentaire à la GTAA au cours du trimestre et de la période de six mois considérés en raison de la pandémie de COVID-19.

Financement public

L'ACSTA finance ses charges d'exploitation et ses dépenses en immobilisations, notamment ses paiements de loyers, au moyen de crédits provenant du Trésor fédéral.

Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation

Le montant des crédits parlementaires pour les charges d'exploitation a diminué de 29 173 \$ (15,8 %) et de 46 701 \$ (13,0 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2019. Ces diminutions s'expliquent principalement par la baisse des charges au titre des services de contrôle et des autres coûts connexes, et aussi des frais d'exploitation et d'entretien du matériel, décrite précédemment.

Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations

L'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations a augmenté de 68 \$ (0,4 %) et de 1 360 \$ (3,9 %) pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2019. Ces augmentations sont surtout attribuables à la hausse du montant de l'amortissement, comme cela a été expliqué précédemment.

Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global comprennent les réévaluations trimestrielles sans effet sur la trésorerie découlant de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et au rendement des actifs des régimes de retraite.

Les gains au titre des autres éléments du résultat global de 3 711 \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020 et de 2 405 \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 sont attribuables à des gains de réévaluation dus à des taux de rendement réels des actifs des régimes supérieurs aux taux retenus comme hypothèses par l'ACSTA.

La perte au titre des autres éléments du résultat global de 26 436 \$ pour la période de six mois close le 30 septembre 2020 est attribuable à une perte de réévaluation de 55 637 \$ sur l'obligation au titre des prestations définies à la suite d'une diminution du taux d'actualisation de 100 points de base depuis le 31 mars 2020. Cette perte a été partiellement compensée par un gain de réévaluation de 29 201 \$ attribuable à un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur aux taux retenus comme hypothèse par l'ACSTA. La perte au titre des autres éléments du résultat global de 22 669 \$ pour la période de six mois close le 30 septembre 2019 était attribuable à une perte de réévaluation de 29 796 \$ sur l'obligation au titre des prestations définies à la suite d'une diminution du taux d'actualisation de 50 points de base entre le 31 mars 2019 et le 30 septembre 2019. Cette perte a été partiellement compensée par un gain de réévaluation de 7 127 \$ attribuable à un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur aux taux retenus comme hypothèse par l'ACSTA.

Pour plus de renseignements, se reporter à la note complémentaire 12 des états financiers intermédiaires résumés non audités.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La présente section décrit les principaux écarts relevés entre l'état intermédiaire résumé de la situation financière au 30 septembre 2020, comparativement au 31 mars 2020.

Points saillants financiers – État intermédiaire				
résumé de la situation financière	30 septembre	31 mars		
(en milliers de dollars canadiens)	2020	2020	Écart en \$	Écart en %
	(non audités)	(audités)		
Actifs courants	148 914 \$	182 252 \$	(33 338) \$	(18,3 %)
Actifs non courants	511 504	523 918	(12 414)	(2,4 %)
Total des actifs	660 418 \$	706 170 \$	(45 752) \$	(6,5 %)
Passifs courants	155 848 \$	180 053 \$	(24 205) \$	(13,4 %)
Passifs non courants	559 849	550 019	9 830	1,8 %
Total des passifs	715 697 \$	730 072 \$	(14 375) \$	(2,0 %)

Actifs

Les actifs courants ont diminué de 33 338 \$ (18,3 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une diminution de 22 644 \$ des clients et autres débiteurs qui est attribuable à une baisse des crédits parlementaires à recevoir et des montants à recevoir pour les services de contrôle supplémentaire;
- une diminution de 9 180 \$ de la trésorerie principalement attribuable au moment où les montants à payer aux fournisseurs de biens et services sont versés.

Les actifs non courants ont diminué de 12 414 \$ (2,4 %) principalement pour les raisons suivantes :

- une diminution de 10 852 \$ des immobilisations corporelles principalement attribuable à la comptabilisation d'une charge d'amortissement de 34 143 \$ qui a été en partie compensée par des acquisitions d'une valeur totale de 24 298 \$;
- une diminution de 1 839 \$ des actifs au titre de droits d'utilisation attribuable à l'amortissement.

Passifs

Les passifs courants ont diminué de 24 205 \$ (13,4 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une diminution de 31 130 \$ des fournisseurs et autres créditeurs en raison du calendrier des décaissements effectués au titre d'obligations non réglées auprès de fournisseurs;
- une augmentation de 6 412 \$ de la portion courante des retenues de garantie en raison de projets de recapitalisation des systèmes de CBE non courants qui sont désormais courants et de travaux de construction en cours dans le cadre du programme de recapitalisation des systèmes de CBE.

Les passifs non courants ont augmenté de 9 830 \$ (1,8 %) principalement pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 26 997 \$ du passif au titre des avantages du personnel pour le régime de retraite enregistré de l'ACSTA et l'autre régime à prestations définies;
- une diminution de 9 937 \$ du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations résultant d'un excédent de l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations de 35 957 \$ sur les crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations de 26 020 \$;
- une diminution de 5 410 \$ de la portion non courante des retenues de garantie attribuable à des projets de recapitalisation des systèmes de CBE qui étaient non courants et qui sont désormais courants;
- une diminution de 1 820 \$ de la portion non courante des obligations locatives attribuable aux paiements de loyers continus.

PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Le plan d'entreprise de l'ACSTA pour l'exercice considéré n'avait pas encore été déposé au Parlement au moment de publier le présent rapport. Tant que ce plan ne sera pas déposé au Parlement et rendu public, l'ACSTA ne sera pas en mesure de présenter une analyse des écarts importants entre ses résultats financiers et les résultats présentés dans le résumé du plan d'entreprise de l'exercice considéré.

RAPPORT SUR L'UTILISATION DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES

Charges d'exploitation

Les activités de l'ACSTA sont financées principalement grâce aux crédits parlementaires accordés par le gouvernement du Canada. Le tableau ci-après permet d'effectuer un rapprochement entre la performance financière comptabilisée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et les crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation selon la méthode de comptabilité d'exercice dite « de caisse modifiée » :

Rapprochement de la performance financière et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Périodes de six mois closes les	
	30 septembre		30 septembre	
	2020 (non audités)	2019 (non audités)	2020 (non audités)	2019 (non audités)
Performance financière avant les revenus et le financement public	175 283 \$	207 160 \$	356 894 \$	409 608 \$
Revenus	(79)	(2 061)	(189)	(6 228)
Performance financière avant le financement public	175 204	205 099	356 705	403 380
Charges sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	(18 411)	(17 739)	(36 966)	(34 835)
Frais relatifs aux employés à payer ¹	(443)	(234)	(2 554)	(1 828)
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat	(407)	352	(1 388)	(285)
Charges au titre des avantages du personnel ²	(379)	(2 020)	(1 080)	(4 164)
Charges financières sans effet sur la trésorerie liées aux contrats de location	(109)	(125)	(222)	(253)
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	(26)	(612)	(798)	(691)
Gain (perte) de change hors trésorerie comptabilisé en performance financière	23	(86)	250	160
Gain (perte) sur la sortie d'immobilisations corporelles	6	(4)	31	(988)
Perte de valeur d'immobilisations corporelles	-	-	(177)	-
Charges au titre des pièces de rechange provenant des immobilisations ³	-	-	(7)	(1)
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	155 458 \$	184 631 \$	313 794 \$	360 495 \$
Autres éléments affectant le financement				
Variation nette des dépenses payées d'avance et des stocks ⁴	(1 882)	(2 032)	(173)	(2 529)
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation	153 576 \$	182 599 \$	313 621 \$	357 966 \$

¹ Les frais relatifs aux employés à payer sont des ajustements comptables qui se composent des sommes engagées au titre de la rémunération variable et des indemnités de vacances utilisées et constituées au 30 septembre 2020. Ces frais sont comptabilisés selon la comptabilité de caisse modifiée seulement à la fin de l'exercice, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement lors des périodes intermédiaires.

² Les avantages du personnel sont comptabilisés dans l'état intermédiaire résumé du résultat global conformément aux IFRS. L'élément de rapprochement susmentionné représente la différence entre les versements en espèces au titre des avantages du personnel et la charge comptable selon les IFRS.

³ Les charges au titre des pièces de rechange provenant des immobilisations se composent d'éléments qui ont été financés grâce à des crédits parlementaires liés aux dépenses en immobilisations au cours des exercices antérieurs, mais qui ont été utilisés et passés en charges comme pièces de rechange au cours de l'exercice considéré, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

⁴ Les dépenses payées d'avance financées au moyen des crédits pour les charges d'exploitation et les stocks sont passés en charges au fur et à mesure qu'un avantage lié à l'actif est obtenu par l'ACSTA. Ils sont financés au moyen des crédits parlementaires au moment où les achats sont faits, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

Dépenses en immobilisations

Le tableau ci-après résume le rapprochement entre les dépenses en immobilisations présentées selon les IFRS et les crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations :

Rapprochement des dépenses en immobilisations et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Périodes de six mois closes les	
	30 septembre		30 septembre	
	2020 (non audités)	2019 (non audités)	2020 (non audités)	2019 (non audités)
Matériel lié aux systèmes de détection d'explosifs	10 827 \$	23 782 \$	17 930 \$	43 600 \$
Matériel non lié aux systèmes de détection d'explosifs	3 078	3 270	8 146	4 367
Paiements de loyers	977	981	2 013	1 962
Total des dépenses en immobilisations	14 882 \$	28 033 \$	28 089 \$	49 929 \$
Produits de la sortie d'immobilisations corporelles ¹	(29)	(33)	(56)	(33)
Ajustement hors trésorerie pour la conversion de devises en lien avec des dépenses en immobilisations	-	46	-	-
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations	14 853 \$	28 046 \$	28 033 \$	49 896 \$

¹ Les produits de la sortie d'immobilisations corporelles incluent des produits sans effet sur la trésorerie reçus sous forme de notes de crédit de fournisseurs.

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire* et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de l'ACSTA aux dates de clôture présentées dans les états financiers intermédiaires résumés non audités et pour les périodes closes à ces dates.



Michael Saunders
Président et chef de la direction

Ottawa, Canada

23 novembre 2020



Nancy Fitchett, CPA, CA
Vice-présidente, Affaires organisationnelles et
chef des services financiers

Ottawa, Canada

23 novembre 2020

États financiers intermédiaires résumés

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

30 septembre 2020

(non audités)

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé de la situation financière

(Non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	30 septembre 2020	31 mars 2020
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie	9 312 \$	18 492 \$
Clients et autres débiteurs (note 4)	119 669	142 313
Stocks (note 5)	15 467	16 025
Dépenses payées d'avance	4 466	4 496
Actifs financiers dérivés (note 15)	-	926
	148 914	182 252
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 6)	472 344	483 196
Immobilisations incorporelles (note 7)	17 825	17 029
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 8)	20 372	22 211
Actif au titre des avantages du personnel (note 12)	963	1 482
	511 504	523 918
Total des actifs	660 418 \$	706 170 \$
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	109 588 \$	140 718 \$
Retenues de garantie	22 779	16 367
Provisions (note 9)	200	-
Obligations locatives (note 10)	3 572	3 548
Financement public différé lié aux charges d'exploitation (note 11)	19 247	19 420
Passifs financiers dérivés (note 15)	462	-
	155 848	180 053
Passifs non courants		
Retenues de garantie (note 15)	-	5 410
Obligations locatives (note 10)	17 559	19 379
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 11)	488 857	498 794
Passif au titre des avantages du personnel (note 12)	53 433	26 436
	559 849	550 019
Capitaux propres		
Déficit accumulé	(55 279)	(23 902)
Total des passifs et des capitaux propres	660 418 \$	706 170 \$

Éventualités (note 9) et accords contractuels (note 16)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé du résultat global

(Non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Charges				
Contrôle préembarquement	90 969 \$	116 939 \$	182 756 \$	229 059 \$
Contrôle des bagages enregistrés	36 593	42 378	76 726	83 273
Contrôle des non-passagers	34 557	35 746	69 553	71 099
Programme de carte d'identité pour les zones réglementées	559	757	1 116	1 529
Services généraux	12 219	10 888	24 867	22 730
Total des charges (note 13)	174 897	206 708	355 018	407 690
Autres charges (produits)				
Perte (gain) net sur la juste valeur des instruments financiers dérivés	407	(352)	1 388	285
Charges financières	111	127	224	256
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	26	612	798	691
(Gain) perte de change	(152)	61	(680)	(302)
(Gain) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	(6)	4	(31)	988
Perte de valeur d'immobilisations corporelles (note 6)	-	-	177	-
Total des autres charges (produits)	386	452	1 876	1 918
Performance financière avant les revenus et le financement public	175 283	207 160	356 894	409 608
Revenus				
Produits financiers	79	388	189	607
Services de contrôle – supplémentaires	-	1 613	-	5 536
Services de contrôle – autres	-	60	-	85
Total des revenus	79	2 061	189	6 228
Financement public				
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 11)	155 458	184 631	313 794	360 495
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 11)	17 457	17 389	35 957	34 597
Crédits parlementaires pour les paiements de loyers (note 14)	977	981	2 013	1 962
Total du financement public	173 892	203 001	351 764	397 054
Performance financière	(1 312) \$	(2 098) \$	(4 941) \$	(6 326) \$
Autres éléments du résultat global				
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière				
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 12)	3 711	2 405	(26 436)	(22 669)
Résultat global total	2 399 \$	307 \$	(31 377) \$	(28 995) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(Non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le 30 septembre :

	Déficit accumulé
Solde au 30 juin 2020	(57 678) \$
Performance financière	(1 312)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 12)	3 711
Solde au 30 septembre 2020	(55 279) \$
Solde au 30 juin 2019	(52 941) \$
Performance financière	(2 098)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 12)	2 405
Solde au 30 septembre 2019	(52 634) \$

Pour les périodes de six mois closes le 30 septembre :

	Déficit accumulé
Solde au 31 mars 2020	(23 902) \$
Performance financière	(4 941)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 12)	(26 436)
Solde au 30 septembre 2020	(55 279) \$
Solde au 31 mars 2019	(23 639) \$
Performance financière	(6 326)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 12)	(22 669)
Solde au 30 septembre 2019	(52 634) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie
(Non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Flux de trésorerie liés aux :				
Activités d'exploitation				
Performance financière	(1 312) \$	(2 098) \$	(4 941) \$	(6 326) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement (note 13)	18 411	17 739	36 966	34 835
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	407	(352)	1 388	285
Augmentation du passif net au titre des avantages du personnel	379	2 020	1 080	4 164
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	26	612	798	691
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 11)	(17 457)	(17 389)	(35 957)	(34 597)
(Gain) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	(6)	4	(31)	988
Autres transactions sans effet sur la trésorerie	(2)	2	-	1
Perte de valeur d'immobilisations corporelles (note 6)	-	-	177	-
Variation nette des soldes du fonds de roulement (note 18)	(28 419)	(10 684)	20 928	29 510
	(27 973)	(10 146)	20 408	29 551
Activités d'investissement				
Crédits parlementaires reçus pour le financement d'immobilisations (note 14)	12 070	43 618	13 187	107 490
Acquisition d'immobilisations corporelles	(12 801)	(28 961)	(38 929)	(54 427)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(150)	(748)	(2 055)	(4 305)
Produits de la sortie d'immobilisations corporelles	-	1	-	1
	(881)	13 910	(27 797)	48 759
Activités de financement				
Paiements en capital sur les obligations locatives	(868)	(856)	(1 791)	(1 709)
	(868)	(856)	(1 791)	(1 709)
(Diminution) augmentation de la trésorerie	(29 722)	2 908	(9 180)	76 601
Trésorerie à l'ouverture de la période	39 034	77 700	18 492	4 007
Trésorerie à la clôture de la période	9 312 \$	80 608 \$	9 312 \$	80 608 \$

La charge d'intérêts payée et le produit d'intérêts reçu correspondent approximativement aux charges financières et aux produits financiers, respectivement, tel qu'ils sont présentés à l'état intermédiaire résumé du résultat global.

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 18)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020
(en milliers de dollars canadiens)

1. Renseignements sur l'organisation

L'ACSTA est une société d'État visée par la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle est un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada. L'ACSTA est chargée d'assurer la sûreté d'aspects précis du système de transport aérien, du contrôle des passagers et des bagages au contrôle des travailleurs des aéroports.

L'ACSTA est financée au moyen de crédits parlementaires et rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Transports. Au cours des exercices précédents, l'ACSTA a fourni des services de contrôle à l'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto (GTAA) et à l'Administration aéroportuaire de Muskoka selon le principe de recouvrement des coûts. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, aucun service n'a été fourni pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020.

Le Conseil d'administration a autorisé la publication des présents états financiers intermédiaires résumés le 23 novembre 2020.

2. Base d'établissement

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par le Conseil des normes comptables internationales et approuvée par le Conseil des normes comptables du Canada.

L'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que la plupart des sociétés d'État mères préparent et publient des rapports financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas été audités ni examinés par l'auditeur externe de l'ACSTA.

Comme l'autorise l'IAS 34, les présents états financiers intermédiaires sont présentés de façon résumée et, par conséquent, ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies pour être conformes, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions des IFRS relatives aux informations à fournir applicables aux états financiers annuels. Les présents états financiers intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans le jeu complet d'états financiers annuels audités le plus récent. Par conséquent, ils devraient être lus conjointement avec les états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

3. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires résumés sont décrites à la note 3 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

4. Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont composés des éléments suivants :

	30 septembre 2020	31 mars 2020
Crédits parlementaires (note 17)	112 679 \$	132 862 \$
TPS et TVH à recouvrer (note 17)	5 224	5 143
TVP à recouvrer	1 760	2 397
Autre	6	-
Services de contrôle – supplémentaires	-	1 911
	119 669 \$	142 313 \$

Les modalités de crédit relatives aux comptes clients sont de 30 jours. Au 30 septembre 2020 et au 31 mars 2020, aucun montant inclus dans les clients et autres débiteurs n'était en souffrance.

5. Stocks

Les stocks sont composés des éléments suivants :

	30 septembre 2020	31 mars 2020
Pièces de rechange	14 119 \$	13 956 \$
CIZR	1 066	1 183
Uniformes	282	886
	15 467 \$	16 025 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

6. Immobilisations corporelles

Le rapprochement des immobilisations corporelles se présente comme suit :

	Matériel de CPE	Matériel de CBE	Matériel de CNP	Matériel pour l'utilisa- tion de la CIZR	Ordinateurs, logiciels intégrés et matériel électronique	Mobilier et matériel de bureau	Améliora- tions locatives	Travaux en cours	Total
Coût									
Solde au 31 mars 2019	159 376	\$ 719 505	\$ 18 391	\$ 4 475	\$ 28 234	\$ 129	\$ 10 613	\$ 95 956	\$ 1 036 679
Entrées	3 589	56 594	-	370	1 964	-	165	33 472	96 154
Sorties	(2 584)	(133 350)	(187)	-	(1 813)	-	-	-	(137 934)
Radiations	(431)	(3 055)	-	(189)	(1 901)	-	(864)	(31)	(6 471)
Pertes de valeur	-	-	-	-	(214)	-	-	(383)	(597)
Reclassements	(3 542)	72 391	2 653	27	2 436	-	-	(73 965)	-
Solde au 31 mars 2020	156 408	\$ 712 085	\$ 20 857	\$ 4 683	\$ 28 706	\$ 129	\$ 9 914	\$ 55 049	\$ 987 831
Solde au 31 mars 2020	156 408	\$ 712 085	\$ 20 857	\$ 4 683	\$ 28 706	\$ 129	\$ 9 914	\$ 55 049	\$ 987 831
Entrées	95	3 496	-	343	2 483	-	238	17 643	24 298
Sorties	-	(65 442)	-	-	(71)	-	-	-	(65 513)
Radiations	(212)	(18)	-	(16)	(274)	-	-	-	(520)
Pertes de valeur	-	-	-	-	(177)	-	-	-	(177)
Reclassements	1 940	18 726	-	167	45	-	65	(20 943)	-
Solde au 30 septembre 2020	158 231	\$ 668 847	\$ 20 857	\$ 5 177	\$ 30 712	\$ 129	\$ 10 217	\$ 51 749	\$ 945 919
Amortissement cumulé									
Solde au 31 mars 2019	97 357	\$ 440 136	\$ 10 898	\$ 3 407	\$ 19 945	\$ 24	\$ 9 388	\$ -	\$ 581 155
Amortissement	12 908	47 690	1 650	551	2 890	24	349	-	66 062
Sorties	(2 531)	(131 887)	(187)	-	(1 813)	-	-	-	(136 418)
Radiations	(334)	(2 946)	-	(189)	(1 831)	-	(864)	-	(6 164)
Reclassements	(4 210)	2 542	1 668	-	-	-	-	-	-
Solde au 31 mars 2020	103 190	\$ 355 535	\$ 14 029	\$ 3 769	\$ 19 191	\$ 48	\$ 8 873	\$ -	\$ 504 635
Solde au 31 mars 2020	103 190	\$ 355 535	\$ 14 029	\$ 3 769	\$ 19 191	\$ 48	\$ 8 873	\$ -	\$ 504 635
Amortissement	4 988	26 591	615	260	1 490	12	187	-	34 143
Sorties	-	(65 417)	-	-	(71)	-	-	-	(65 488)
Radiations	(198)	773	-	(16)	(274)	-	-	-	285
Solde au 30 septembre 2020	107 980	\$ 317 482	\$ 14 644	\$ 4 013	\$ 20 336	\$ 60	\$ 9 060	\$ -	\$ 473 575
Valeurs comptables									
Au 31 mars 2020	53 218	\$ 356 550	\$ 6 828	\$ 914	\$ 9 515	\$ 81	\$ 1 041	\$ 55 049	\$ 483 196
Au 30 septembre 2020	50 251	\$ 351 365	\$ 6 213	\$ 1 164	\$ 10 376	\$ 69	\$ 1 157	\$ 51 749	\$ 472 344

Au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2020, l'ACSTA a comptabilisé des pertes de valeur de 0 \$ et de 177 \$, respectivement, liées à du matériel de contrôle qui n'était plus en mesure de contribuer à la réalisation de son mandat. Ces actifs ont été jugés entièrement dépréciés et la valeur comptable nette résiduelle a été comptabilisée comme perte de valeur. La valeur recouvrable, soit la valeur d'utilité du matériel pour l'ACSTA, a été considérée comme nulle, étant donné que tous les flux de trésorerie futurs associés au matériel sont estimés à 0 \$.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

7. Immobilisations incorporelles

Le rapprochement des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

	Logiciels acquis à l'extérieur	Logiciels créés à l'interne	En développement	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2019	9 120 \$	20 208 \$	4 577 \$	33 905 \$
Entrées	1 616	203	2 166	3 985
Radiations	(171)	(4 444)	-	(4 615)
Reclassements	1 062	952	(2 014)	-
Solde au 31 mars 2020	11 627 \$	16 919 \$	4 729 \$	33 275 \$
Solde au 31 mars 2020	11 627 \$	16 919 \$	4 729 \$	33 275 \$
Entrées	27	-	1 751	1 778
Radiations	(109)	-	-	(109)
Solde au 30 septembre 2020	11 545 \$	16 919 \$	6 480 \$	34 944 \$
Amortissement cumulé				
Solde au 31 mars 2019	4 005 \$	14 185 \$	- \$	18 190 \$
Amortissement	888	1 240	-	2 128
Radiations	(171)	(3 901)	-	(4 072)
Solde au 31 mars 2020	4 722 \$	11 524 \$	- \$	16 246 \$
Solde au 31 mars 2020	4 722 \$	11 524 \$	- \$	16 246 \$
Amortissement	529	453	-	982
Radiations	(109)	-	-	(109)
Solde au 30 septembre 2020	5 142 \$	11 977 \$	- \$	17 119 \$
Valeurs comptables				
Au 31 mars 2020	6 905 \$	5 395 \$	4 729 \$	17 029 \$
Au 30 septembre 2020	6 403 \$	4 942 \$	6 480 \$	17 825 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

8. Actifs au titre de droits d'utilisation

Le rapprochement des actifs au titre de droits d'utilisation se présente comme suit :

	Espaces à bureaux	Centres de données	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2019	23 741 \$	1 733 \$	25 474 \$
Entrées	291	117	408
Amortissement	(3 459)	(212)	(3 671)
Solde au 31 mars 2020	20 573 \$	1 638 \$	22 211 \$
Solde au 31 mars 2020	20 573 \$	1 638 \$	22 211 \$
Entrées	2	-	2
Amortissement	(1 707)	(134)	(1 841)
Solde au 30 septembre 2020	18 868 \$	1 504 \$	20 372 \$

9. Provisions et éventualités

(a) Provisions

Le rapprochement des provisions se présente comme suit :

Solde au 31 mars 2020	- \$
Provisions comptabilisées, 30 juin 2020	300
Provisions renversées au cours de la période	(100)
Solde au 30 septembre 2020	200 \$

Divers recours, contrôles et poursuites ont été intentés ou déposés contre l'ACSTA. En raison de leur nature, ces montants comportent de nombreuses incertitudes, et le dénouement de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les provisions ont été déterminées en fonction du résultat d'analyses internes, de consultations auprès d'experts externes en la matière et de tous les renseignements disponibles au moment de la préparation des états financiers.

Les provisions au 30 septembre 2020 sont liées à des montants réclamés par Transports Canada. Les provisions sont classées en éléments courants et les flux de trésorerie futurs attendus n'ont pas été actualisés puisque l'échéance des sorties de trésorerie associées devrait être au cours des 12 prochains mois.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

(b) Éventualités

Les passifs éventuels de l'ACSTA comprennent les litiges et les poursuites judiciaires, ainsi que les coûts de démantèlement pour lesquels aucune provision n'est comptabilisée.

(i) Litiges et poursuites judiciaires

En 2018, une administration aéroportuaire a avisé l'ACSTA qu'elle avait reçu un avis de cotisation de l'Agence du revenu du Canada pour ne pas avoir perçu la TVH auprès de l'ACSTA pour des ententes de financement liées à des projets d'intégration, ainsi qu'à de l'entretien. L'ACSTA a soumis un avis d'opposition en collaboration avec l'administration aéroportuaire et est d'avis qu'il est plus probable qu'improbable que l'avis d'opposition sera accueilli favorablement.

L'ACSTA a conclu des ententes de financement similaires avec d'autres administrations aéroportuaires qui pourraient donner lieu à des cotisations de la part d'administrations fiscales. Même si l'ACSTA estime qu'il est improbable qu'une sortie d'avantages économiques soit nécessaire pour ces autres ententes de financement, il y a un risque qu'elle soit obligée de payer d'autres cotisations si ces autres administrations aéroportuaires faisaient l'objet d'un contrôle fiscal et que l'Agence du revenu du Canada maintient sa position. Le montant maximal des flux de trésorerie non actualisés pouvant être nécessaire pour régler ce passif éventuel est estimé à 24 126 \$ (22 744 \$ au 31 mars 2020), qui sera compensé par des taxes à recouvrer dont le montant est estimé à 10 653 \$ (10 360 \$ au 31 mars 2020), pour un montant net de 13 473 \$ (12 384 \$ au 31 mars 2020). Ces montants n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers.

(ii) Coûts de démantèlement

Au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2020, il n'y a pas eu de changements significatifs concernant les éventualités liées aux coûts de démantèlement de l'ACSTA. La note 15(b)(ii) des états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2020 contient une description de ces coûts.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

10. Obligations locatives

L'ACSTA a des contrats de location pour des espaces à bureaux et des centres de données. L'ACSTA a pris en compte les options de prolongation pour évaluer les obligations locatives lorsqu'elle avait la certitude raisonnable de les exercer.

Le rapprochement des obligations locatives se présente comme suit :

	30 septembre 2020	31 mars 2020
Solde à l'ouverture de la période	22 927 \$	25 956 \$
Entrées	2	408
Paiements de loyers (note 14)	(2 013)	(3 936)
Charges financières	222	492
Réévaluation de change	(7)	7
Solde à la clôture de la période	21 131 \$	22 927 \$
Solde à la clôture de la période		
Partie courante	3 572 \$	3 548 \$
Partie non courante	17 559	19 379

L'ACSTA a comptabilisé les charges suivantes qui ne sont pas incluses dans l'évaluation des obligations locatives :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Paiements de loyers variables	673 \$	634 \$	1 330 \$	1 234 \$
Contrats de location à court terme	17	16	19	33
Contrats de location de faible valeur	15	30	29	52
Total (note 13)	705 \$	680 \$	1 378 \$	1 319 \$

Les paiements de loyers variables comprennent les frais d'exploitation, les impôts fonciers, les assurances et les autres frais liés aux services.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020, le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location comptabilisé par l'ACSTA s'est élevé à 1 682 \$ (1 661 \$ en 2019) et à 3 391 \$ (3 281 \$ en 2019), respectivement.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après présente une analyse des échéances des flux de trésorerie non actualisés pour les obligations locatives contractuelles :

	30 septembre 2020	31 mars 2020
1 an au plus	7 253 \$	7 170 \$
Plus de 1 an, mais 5 ans au plus	8 458	11 651
Plus de 5 ans	286	343
Total	15 997 \$	19 164 \$

11. Financement public différé

Le rapprochement du passif au titre du financement public différé se présente comme suit :

	30 septembre 2020	31 mars 2020
Financement public différé lié aux charges d'exploitation		
Solde à l'ouverture de la période	19 420 \$	18 558 \$
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (note 14)	313 621	743 000
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation comptabilisés dans la performance financière	(313 794)	(742 138)
Solde à la clôture de la période	19 247 \$	19 420 \$
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations		
Solde à l'ouverture de la période	498 794 \$	469 732 \$
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (note 14)	26 020	99 926
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations comptabilisé dans la performance financière	(35 957)	(70 864)
Solde à la clôture de la période	488 857 \$	498 794 \$
Total du financement public différé à la clôture de la période	508 104 \$	518 214 \$

Se reporter à la note 14 pour plus d'information au sujet du financement public.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

12. Avantages du personnel

(a) Actif et passif au titre des avantages du personnel

L'actif et le passif au titre des avantages du personnel comptabilisés et présentés dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière se présentent comme suit :

	30 septembre 2020	31 mars 2020
Actif au titre des avantages du personnel		
Régime de retraite supplémentaire (RRS)	963	1 482
	963	1 482
Passif au titre des avantages du personnel		
Régime de retraite enregistré (RRE)	(26 724)	(5 827)
Autre régime à prestations définies (ARPD)	(26 709)	(20 609)
	(53 433)	(26 436)
Avantages du personnel – passif net	(52 470) \$	(24 954) \$

(b) Coûts des avantages du personnel

Les composantes des coûts des avantages du personnel se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Coût des prestations définies comptabilisé en performance financière								
Coût des services rendus au cours de la période	1 834 \$	2 136 \$	19 \$	24 \$	268 \$	468 \$	2 121 \$	2 628 \$
Frais administratifs	94	75	4	4	-	-	98	79
Charges d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations définies	1 976	1 854	48	45	202	282	2 226	2 181
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(1 874)	(1 816)	(61)	(60)	-	-	(1 935)	(1 876)
Coût des prestations définies	2 030 \$	2 249 \$	10 \$	13 \$	470 \$	750 \$	2 510 \$	3 012 \$
Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisée dans les autres éléments du résultat global								
Rendement des actifs des régimes, en excluant les produits d'intérêts	3 589 \$	2 393 \$	122 \$	12 \$	-\$	-\$	3 711 \$	2 405 \$
Gains (pertes) actuariels	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation des régimes à prestations définies	3 589 \$	2 393 \$	122 \$	12 \$	-\$	-\$	3 711 \$	2 405 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

	Périodes de six mois closes les 30 septembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Coût des prestations définies comptabilisé en performance financière								
Coût des services rendus au cours de la période	3 668 \$	4 273 \$	38 \$	48 \$	535 \$	935 \$	4 241 \$	5 256 \$
Frais administratifs	188	150	8	8	-	-	196	158
Charges d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations définies	3 952	3 708	96	90	404	564	4 452	4 362
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(3 748)	(3 632)	(122)	(120)	-	-	(3 870)	(3 752)
Coût des prestations définies	4 060 \$	4 499 \$	20 \$	26 \$	939 \$	1 499 \$	5 019 \$	6 024 \$
Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisée dans les autres éléments du résultat global								
Rendement des actifs des régimes, en excluant les produits d'intérêts	28 671 \$	7 102 \$	530 \$	25 \$	- \$	- \$	29 201 \$	7 127 \$
Pertes actuarielles	(49 340)	(25 138)	(1 044)	(551)	(5 253)	(4 107)	(55 637)	(29 796)
Réévaluation des régimes à prestations définies	(20 669)\$	(18 036)\$	(514)\$	(526)\$	(5 253)\$	(4 107)\$	(26 436)\$	(22 669)\$

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020, l'ACSTA a comptabilisé des charges de 179 \$ (164 \$ en 2019) et de 394 \$ (341 \$ en 2019), respectivement, relativement à la composante à cotisations définies du RRE.

(c) Principales hypothèses actuarielles

Les hypothèses utilisées pour évaluer les actifs et passifs au titre des régimes à prestations définies sont examinées et, au besoin, modifiées à chaque période de présentation de l'information financière. Cet examen porte habituellement sur les taux d'actualisation et le taux de rendement réel des actifs du régime par rapport aux taux estimés précédemment, afin de refléter les hypothèses et les circonstances actuelles. Les modifications des hypothèses actuarielles entraînent des gains et/ou des pertes de réévaluation qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, des gains de réévaluation de 3 711 \$ ont été réalisés en raison d'un taux de rendement réel des actifs du régime supérieur au taux utilisé par l'ACSTA comme hypothèse pour le RRE (taux réel de 2,43 %, contre un taux anticipé de 0,94 %).

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, des gains de réévaluation de 2 405 \$ ont été réalisés en raison principalement d'un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur à celui utilisé par l'ACSTA comme hypothèse pour le RRE (taux réel de 1,96 %, contre un taux anticipé de 0,88 %).

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2020, des pertes de réévaluation de 26 436 \$ ont été occasionnées par la diminution du taux d'actualisation de 100 points de base (de 3,75 % au 31 mars 2020 à 2,75 % au 30 septembre 2020). Ces pertes ont partiellement été compensées par un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur à celui utilisé par l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRE (taux réel de 17,56 % par rapport au taux anticipé de 1,88 %).

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2019, des pertes de réévaluation de 22 669 \$ ont été occasionnées par la diminution du taux d'actualisation de 50 points de base (de 3,50 % au 31 mars 2019 à 3,00 % au 30 septembre 2019). Celles-ci ont partiellement été compensées par un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur à celui utilisé par l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRE (taux réel de 5,30 % par rapport au taux anticipé de 1,75 %).

(d) Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur versées aux régimes à prestations définies se présentent comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Cotisations de l'employeur				
RRE	2 071 \$	941 \$	3 832 \$	1 771 \$
RRS	15	10	15	10
ARPD	45	41	92	79
	2 131 \$	992 \$	3 939 \$	1 860 \$

Les cotisations totales de l'employeur aux régimes à prestations définies sont estimées à 8 016 \$ pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

13. Charges

L'état intermédiaire résumé du résultat global présente les charges d'exploitation par activité de programme. Le tableau ci-après présente les charges d'exploitation par catégorie principale :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Services de contrôle et autres coûts connexes				
Paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle	122 673 \$	154 829 \$	249 783 \$	304 111 \$
Matériel de détection de traces d'explosifs et biens non durables	1 705	639	3 006	1 238
Uniformes et autres coûts rattachés au contrôle	1 653	1 343	3 819	2 777
	126 031	156 811	256 608	308 126
Exploitation et entretien du matériel				
Entretien du matériel et pièces de rechange	9 199	10 796	17 346	20 828
CIZR	66	253	121	463
Formation et certification	9	899	(78)	1 145
	9 274	11 948	17 389	22 436
Soutien des programmes et services généraux				
Frais relatifs aux employés	15 693	15 279	33 425	32 074
Autres frais administratifs	1 741	902	3 493	1 519
Frais de bureau et frais informatiques	1 437	1 537	3 193	3 755
Services professionnels et autres coûts liés aux affaires	1 378	1 615	2 277	3 265
Autres frais de location (note 10)	705	680	1 378	1 319
Communications et sensibilisation du public	227	197	289	361
	21 181	20 210	44 055	42 293
Amortissement				
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	16 993	16 267	34 143	31 930
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (note 8)	926	922	1 841	1 832
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 7)	492	550	982	1 073
	18 411	17 739	36 966	34 835
	174 897 \$	206 708 \$	355 018 \$	407 690 \$

Les autres coûts liés aux affaires comprennent les frais de déplacement, les coûts et frais liés aux conférences et aux réunions, et les divers droits d'adhésion et frais d'association. Les autres frais administratifs englobent les coûts d'assurance, de réseau et de téléphonie et l'entretien des installations.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés

(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Les paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle comprennent des montants qui ont été versés aux termes d'ententes à court terme visant à maintenir les effectifs d'agents de contrôle certifiés à des niveaux jugés appropriés pour permettre à l'ACSTA d'adapter les services en fonction de l'évolution de la situation de pandémie et de l'augmentation des volumes de passagers. Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020, ces paiements sont ventilés à l'état intermédiaire résumé du résultat global conformément à l'historique de distribution des paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle, tel que voici :

	<u>Trimestre clos le</u> <u>30 septembre</u> 2020	<u>Période de six</u> <u>mois close le</u> <u>30 septembre</u> 2020
Contrôle préembarquement	17 464 \$	64 168 \$
Contrôle des bagages enregistrés	3 906	15 001
Contrôle des non-passagers	3 629	11 690
	<u>24 999 \$</u>	<u>90 859 \$</u>

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

14. Financement public

Puisque le Plan d'entreprise de l'ACSTA pour l'exercice en cours n'a pas encore été déposé au Parlement, il n'est actuellement pas possible de publier le montant total des crédits parlementaires disponibles pour cet exercice. Par conséquent, le rapprochement des crédits parlementaires approuvés et des crédits parlementaires utilisés n'est pas présenté.

Le tableau ci-après présente le rapprochement entre les crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des charges d'exploitation et les crédits utilisés :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Crédits parlementaires reçus	152 790 \$	180 401 \$	358 265 \$	388 474 \$
Montants reçus liés aux périodes précédentes	(99 060)	(61 667)	(144 490)	(94 373)
Crédits parlementaires à recevoir	99 846	63 865	99 846	63 865
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (note 11)	153 576 \$	182 599 \$	313 621 \$	357 966 \$

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des dépenses en immobilisations et les paiements de loyers, et les crédits utilisés :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Crédits parlementaires reçus	12 070 \$	43 618 \$	13 187 \$	107 490 \$
Montants reçus liés aux périodes précédentes	(11 027)	-	-	(37 553)
Crédits parlementaires à recevoir	12 833	-	12 833	-
Partie courante du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	-	(16 553)	-	(22 003)
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (note 11)	13 876	27 065	26 020	47 934
Crédits parlementaires reçus – paiements de loyers (note 10)	977	981	2 013	1 962
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations et les paiements de loyer	14 853 \$	28 046 \$	28 033 \$	49 896 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

La partie courante du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations est attribuable au fait que les prévisions de dépenses ont été supérieures aux dépenses en immobilisations réelles, et à la date de réception du financement public.

15. Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière. La juste valeur de la trésorerie, des débiteurs liés aux services de contrôle supplémentaires, des fournisseurs et autres créditeurs et des retenues de garantie courantes correspond approximativement à leur valeur comptable étant donné que ces instruments sont à court terme.

Les valeurs comptables et les justes valeurs correspondantes des autres actifs et passifs financiers de l'ACSTA sont les suivantes :

	30 septembre 2020		31 mars 2020	
	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)
Instruments financiers évalués à la juste valeur				
Actifs financiers dérivés ¹	- \$	- \$	926 \$	926 \$
Passifs financiers dérivés ¹	462	462	-	-
Instruments financiers évalués au coût amorti				
Retenues de garantie non courantes ²	- \$	- \$	5 410 \$	5 410 \$

¹ La juste valeur est basée sur un modèle de flux de trésorerie actualisés reposant sur des données observables.

² La juste valeur est déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisés selon les taux publiés par le gouvernement du Canada pour des obligations ayant des échéances et des caractéristiques similaires.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur au cours de la période de six mois close le 30 septembre 2020 ou de l'exercice clos le 31 mars 2020.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés

(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

16. Accords contractuels

Dans le cours normal de ses activités, l'ACSTA conclut des accords contractuels pour l'acquisition de biens et services. Ces accords contractuels doivent respecter les crédits autorisés et sont assortis de droits de résiliation qui permettent à l'ACSTA de mettre fin aux contrats, à sa discrétion et sans pénalité. Les accords les plus importants sont les contrats signés avec les fournisseurs de services de contrôle pour la prestation de tels services ainsi qu'avec les fournisseurs de matériel de contrôle et des services d'entretien de ce matériel.

Le tableau ci-après présente les soldes, avant les taxes applicables, de ces accords contractuels :

	30 septembre 2020	31 mars 2020
Exploitation	754 934 \$	1 015 479 \$
Immobilisations	32 658	53 803
Total	787 592 \$	1 069 282 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

17. Transactions entre parties liées

L'ACSTA a conclu les transactions suivantes avec des parties liées pendant les trimestres et les périodes de six mois clos le 30 septembre :

(a) Gouvernement du Canada, ses organismes et autres sociétés d'État

L'ACSTA appartient à part entière au gouvernement du Canada. Elle est liée par contrôle commun aux autres ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. L'ACSTA conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités. Ces transactions entre parties liées sont conclues aux mêmes conditions normales que celles qui s'appliquent à l'ensemble des particuliers et des sociétés.

Le tableau suivant résume les transactions significatives entre l'ACSTA et des parties liées :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Produits	173 892 \$	203 001 \$	351 764 \$	397 054 \$
Taxes non recouvrables	2 787	5 143	6 911	9 187
Paiements de loyer	22	22	103	103
Matériel de CBE	-	1 766	-	2 183

Les produits tirés de transactions avec des parties liées incluent les crédits parlementaires pour les charges d'exploitation, les crédits parlementaires pour les paiements de loyers et l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations comptabilisés à l'état intermédiaire résumé du résultat global. Les taxes non recouvrables représentent les montants payés aux fiduciaires de l'Agence du revenu du Canada.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés

(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Les soldes ci-après qui se rapportent aux parties liées sont inclus dans les clients et autres débiteurs, dans les fournisseurs et autres créditeurs ainsi que dans les provisions à l'état intermédiaire résumé de la situation financière :

	30 septembre 2020	31 mars 2020
Montants à recevoir des parties liées	117 903 \$	138 005 \$
Montants à payer aux parties liées	(222)	(1 203)
Provisions relatives aux parties liées (note 9)	(200)	-
Montant à recevoir net des parties liées	117 481 \$	136 802 \$

Les montants à recevoir des parties liées comprennent principalement des créances de 112 679 \$ (132 862 \$ au 31 mars 2020) du gouvernement du Canada au titre des crédits parlementaires et des créances de 5 224 \$ (5 143 \$ au 31 mars 2020) de l'Agence du revenu du Canada au titre des taxes recouvrables payées sur les dépenses.

(b) Transactions avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA

Les transactions avec le RRE, le RRS et l'ARPD sont conclues dans le cours normal des activités. Les transactions effectuées avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA correspondent au versement des cotisations qui sont présentées à la note 12. Aucune autre transaction n'a été effectuée au cours du trimestre et de la période de six mois.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

18. Variation nette des soldes du fonds de roulement et informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation nette des soldes du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de six mois	
	30 septembre		closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
(Augmentation) diminution des clients et autres débiteurs	(2 274) \$	808 \$	35 477 \$	31 319 \$
Diminution des stocks	73	1 058	558	1 511
Diminution (augmentation) des dépenses payées d'avance	1 809	974	(385)	1 018
Diminution des fournisseurs et autres créditeurs	(26 045)	(11 492)	(14 749)	(1 809)
(Diminution) augmentation des provisions	(100)	-	200	-
Diminution du financement public différé lié aux charges d'exploitation	(1 882)	(2 032)	(173)	(2 529)
	(28 419) \$	(10 684) \$	20 928 \$	29 510 \$

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020, la variation des clients et autres débiteurs exclut des montants de 1 806 \$ (0 \$ en 2019) et de 12 833 \$ (37 553 \$ en 2019), respectivement, pour le financement public lié aux dépenses en immobilisations, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020, la variation des dépenses payées d'avance exclut des montants de 441 \$ (201 \$ en 2019) et de 415 \$ (877 \$ en 2019), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020, la variation des fournisseurs et autres créditeurs exclut des montants de 15 \$ (1 603 \$ en 2019) et de 16 381 \$ (11 481 \$ en 2019), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

19. Le Budget de 2019 et la *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté*

Dans le cadre du Budget de 2019, le gouvernement du Canada a annoncé son intention de présenter une loi permettant la création d'une entité indépendante à but non lucratif, établie par l'industrie, qui assumerait la responsabilité du contrôle de la sûreté aérienne dans les aéroports canadiens. La *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté* a reçu la sanction royale en juin 2019. La *Loi* autorise la cession des actifs et des passifs de l'ACSTA et le transfert de ses activités de contrôle à la nouvelle entité.

Ces faits nouveaux n'ont en rien modifié le mandat actuel de l'ACSTA. Elle continuera de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités dans un avenir prévisible.

20. Répercussions de la COVID-19

En réponse à la pandémie de COVID-19, des gouvernements du monde entier ont imposé un certain nombre de restrictions de déplacement et il y a eu une réduction marquée des volumes de passagers dans les aéroports canadiens. Les activités et le matériel de contrôle de l'ACSTA ont été grandement touchés puisque certaines voies de contrôle ont été temporairement fermées.

L'ACSTA et ses fournisseurs de services de contrôle ont conclu des ententes à court terme afin de maintenir l'effectif d'agents de contrôle certifiés à un niveau jugé approprié pour maîtriser les coûts et donner à l'ACSTA la flexibilité voulue pour s'adapter en fonction de l'évolution de la situation, notamment de procéder à une diminution progressive du nombre d'heures de contrôle achetées qui ne reflétaient pas entièrement la chute brutale des volumes de passagers. La priorité de l'ACSTA est d'assurer la santé et la sécurité des agents de contrôle dans les aéroports, de maintenir l'efficacité de la sûreté et d'être prête à intervenir à mesure que la situation évolue.

L'ACSTA continuera de surveiller la situation et de s'ajuster en conséquence.